

INTRODUCTION

IL Y A DONC DES COOPÉRATIVES AUX ÉTATS-UNIS

Cette étude trouve ses origines, non dans le Wisconsin, mais à New York, à l'automne 2011. À cette période, l'occupation de Zuccotti Park, au sud de Manhattan, connue sous le nom d'*Occupy Wall Street* commençait à prendre de l'ampleur. Je me trouvais alors dans la ville et juste sous mes fenêtres se tenaient des manifestations appelant les New-Yorkais à retirer leurs économies des banques, jugées responsables de la crise financière, pour les placer dans des coopératives de crédit.

C'est de ma surprise devant ce mot d'ordre qu'est né le sujet de ce livre : il y avait donc des coopératives aux États-Unis... ? Il y avait donc des entreprises qui revendiquaient un fonctionnement alternatif au pays du capitalisme triomphant et de la grande entreprise industrielle toute puissante ? Une coopérative est en effet une entreprise qui se définit par ses principes démocratiques : elle appartient à ses usagers (producteurs ou consommateurs) et ses membres s'efforcent de limiter le pouvoir des détenteurs du capital, notamment en reconnaissant le principe égalitaire selon lequel chaque membre dispose d'une seule voix dans la gestion des affaires – plutôt que de donner une voix à chaque part de capital, comme c'est généralement le cas dans les sociétés par actions traditionnelles¹.

Ces entreprises que l'on n'associe pas spontanément au modèle états-unien étaient donc brandies, en 2011, comme remède à la grande crise que traversait alors la finance capitaliste. De ce premier étonnement est né un deuxième, lorsque j'ai constaté la faiblesse des recherches consacrées à cette question, au regard de l'abondance des sources que j'ai rapidement été en mesure d'identifier. La recherche des archives disponibles m'a conduit vers le Midwest, et en particulier vers le Wisconsin et sa société historique dont les collections se sont révélées incroyablement riches². Celles-ci m'ont permis de retracer une histoire méconnue, mais pourtant bien américaine.

-
1. D'autres critères peuvent rentrer dans la définition, en particulier la limite du nombre de parts de capital qu'un membre peut détenir et la répartition des profits en fonction de la participation effective à l'entreprise (achats dans le cas d'une coopérative de consommation, apports de produits dans le cas d'une coopérative agricole, temps de travail pour une coopérative de travailleurs), plutôt qu'en fonction de l'investissement de départ, mais la dimension démocratique est le plus souvent affirmée à travers le critère du vote.
 2. Le livre s'appuie en majorité sur les collections de la Société historique et de l'université du Wisconsin, constituées d'archives d'entreprises coopératives, des papiers personnels de coopérateurs et de leurs soutiens, d'archives d'organisations politiques et professionnelles, de celles des agences de l'État et de l'université qui rentrent

Un moment coopératif dans l'histoire des États-Unis

Le premier objectif de ce livre est en effet de montrer que les coopératives appartiennent bel et bien à l'histoire des États-Unis. Elles sont nombreuses et actives, en particulier lors de la période qui va de la fin de la guerre de Sécession à l'aube de la Seconde Guerre mondiale, et elles constituent plus qu'une anecdote dans l'histoire du capitalisme états-unien.

Celui-ci est, à juste titre, bien plus souvent associé à la grande entreprise industrielle, à la consommation de masse et à la concurrence érigée en dogme national³. Le grand historien Richard Hofstadter a ainsi pu définir la culture états-unienne comme « férocement individualiste et capitaliste », ou comme une « démocratie de la cupidité [plutôt qu'une] démocratie fraternelle⁴ ». Y-a-t-il alors une place pour l'histoire des coopératives au pays symbole du capitalisme triomphant ?

La littérature existante sur la question pourrait en faire douter. La production historique concernant les coopératives états-uniennes souffre en effet d'une double faiblesse. Premièrement, les travaux traitant directement de la coopération, très rares, sont généralement l'œuvre d'acteurs du mouvement, qui tendent à en dresser un portrait à la fois héroïque et fermé sur lui-même⁵. Dans ces ouvrages, les coopératives ne sont pas intégrées à l'histoire du pays, ni étudiées en regard des évolutions que connaissent les autres formes d'entreprises, mais pour elles-mêmes, comme un mouvement à part.

Symétriquement, les coopératives pâtiennent d'un désintérêt marqué de la part des historiens plus généralistes qui auraient pu les considérer comme un objet légitime. Rares sont en effet aux États-Unis les travaux d'histoire des entreprises, d'histoire de la consommation, ou d'histoire du travail à traiter des coopératives autrement qu'en passant. Les spécialistes de ces champs ont eu tendance à considérer ces organisations comme archaïques et vouées à l'échec. Les coopératives des années 1870-1890, en particulier, sont fréquemment présentées comme des manifestations pathologiques du refus du capitalisme industriel. Dennis S. Nordin, dans son ouvrage sur le mouvement agraire des années 1870, qualifie ainsi ses programmes coopératifs de « propositions absurdes », et leur succès de symptôme d'une « psychopathie de masse⁶ ». *A contrario*, les coopératives du début du xx^e siècle ont souvent été considérées de pâles copies des

en contact avec les coopératives, de la presse généraliste et coopérative, ainsi que de différents programmes d'histoire orale consacrés à la vie rurale dans le Wisconsin.

3. Voir par exemple, récemment, Lawrence B. GLICKMAN, *Free Enterprise: An American History*, New Haven, Yale University Press, 2019 ; Benjamin C. WATERHOUSE, *The Land of Enterprise: A Business History of the United States*, New York, Simon & Schuster, 2017.

4. Richard HOFSTADTER, *Bâtisseurs d'une tradition*, Paris, Economica, 1989, p. xxvii et xxix.

5. Pour un exemple de production militante, John CURL, *For All the People: Uncovering the Hidden History of Cooperation, Cooperative Movements, and Communalism in America*, Oakland, PM Press, 2009 ; pour des ouvrages d'experts, Joseph KNAPP, *The Rise of American Cooperative Enterprise: 1620-1920*, Danville, Interstate Printers & Publishers, 1969 ; Joseph KNAPP, *The Advance of American Cooperative Enterprise: 1920-1945*, Danville, Interstate Printers & Publishers, 1973.

6. Dennis S. NORDIN, *Rich Harvest: a History of the Grange, 1867-1900*, Jackson, University Press of Mississippi, 1974, p. 140, voir aussi p. 147. Sur l'irrationalité des Granges et des populistes, voir également Wilbur H. GLOVER, *Farm and College: the College of Agriculture of the University of Wisconsin, a History*, Madison,

entreprises capitalistes traditionnelles⁷. Les historiens du travail en particulier ont pu être détournés des coopératives par leur caractère apparemment trop irénique, au profit d'expériences plus ouvertement conflictuelles⁸.

Le résultat de ces tendances est une absence de véritables synthèses sur l'histoire de la coopération aux États-Unis⁹. Il existe des monographies utiles, consacrées à certains types de coopératives en particulier, qui insistent surtout sur les dimensions sociales ou idéologiques de ces expériences¹⁰. Sauf exception, les coopératives ne sont pas traitées comme des entreprises, ni pleinement inscrites dans les évolutions de leur temps¹¹.

Cette négligence peut s'expliquer par la faiblesse du phénomène coopératif aux États-Unis. Celle-ci apparaît plus clairement encore lorsqu'on le compare au mouvement européen, plus puissant, plus coordonné, et plus influent. Dans le domaine de la consommation en particulier, alors que, dans les années 1930, les coopératives représentent 10 % du commerce de détail en Suède, 12 % en Grande-Bretagne, et jusqu'à 30 % en Finlande, ce chiffre tourne autour de 3 % pour les États-Unis¹². En France, comme ailleurs en Europe, ce mouvement est porté par des figures politiques et intellectuelles importantes, et reçoit, après le tournant du xx^e siècle, le soutien de puissants partis socialistes. En Grande-Bretagne autour de la Première Guerre mondiale, un parti est créé pour représenter au Parlement les intérêts des coopérateurs¹³.

Cependant, en dépit de cette faiblesse, il est apparu dès le début de ma recherche que les entreprises coopératives n'étaient non seulement pas absentes du cadre états-

University of Wisconsin Press, 1952, p. 64 ou Richard HOFSTADTER, *The Age of Reform: from Bryan to F.D.R.*, New York, Knopf, 1955.

7. Robert WIEBE, *The Search for Order, 1877-1920*, New York, Hill and Wang, 1967, p. 126-127.
8. Ailleurs qu'aux États-Unis, si la production peut être plus abondante, on retrouve souvent ce double problème. Voir Anthony WEBSTER et John K. WALTON, « Introduction "The Business of Co-operation: National and International Dimensions since the Nineteenth Century" », *Business History*, n° 54-6, 2012, p. 825-832, ainsi que l'introduction de Alexia BLIN, Stéphane GACON, François JARRIGE et Xavier VIGNA (dir.), *L'utopie au jour le jour : Une histoire des expériences coopératives (xix^e-xxi^e siècle)*, Nancy, Arbre bleu, 2020.
9. Pour des travaux récents témoignant d'un renouveau des études coopératives portant sur d'autres pays, Niccolò MIGNEMI, *Coopératives et mondes agricoles : France et Italie (1880-1950)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017 ; Anna SAFRONOVA, *Histoire des coopératives russes et soviétiques (1860-1930). Moderniser le peuple*, Paris, Classiques Garnier, 2023.
10. Sur la coopération agricole, en particulier dans ses aspects juridiques, Victoria WOESTE, *The Farmer's Benevolent Trust: Law and Agricultural Cooperation in Industrial America, 1865-1945*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1998 ; sur la coopération ouvrière, Steven LEIKIN, *The Practical Utopians: American Workers and the Cooperative Movement in the Gilded Age*, Detroit, Wayne State University Press, 2005 ; sur la coopération de consommation, Jennifer Elise TAMMI, *Minding Our Own Business: Community, Consumers and Cooperation*, thèse de doctorat (Ph.D.), sous la direction de Alice Kessler-Harris, New York, Columbia University, 2012.
11. Steven J. KEILLOR, *Cooperative Commonwealth: Co-ops in Rural Minnesota, 1859-1939*, St Paul, Minnesota Historical Society Press, 2000.
12. Florence E. PARKER, *Consumers', Credit and Productive Cooperation in 1933*, Washington D. C., U.S. Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, 1935, p. 2 ; Susan B. CARTER et al. (dir.), *Historical Statistics of the United States, Earliest Times to 1970*, Washington D. C., U.S. Bureau of the Census, 1975, Part 2, p. 839.
13. Patricia TOUCAS, *Les coopérateurs, deux siècles de pratiques coopératives*, Paris, Les éditions de l'Atelier/Groupement national de la coopération (GNC), 2005 ; Ellen FURLOUGH et Carl STRIKWERDA (dir.), *Consumers against Capitalism?: Consumer Cooperation in Europe, North America, and Japan, 1840-1990*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1999 ; Peter GURNEY, *Co-operative Culture and the Politics of Consumption in England, 1870-1930*, Manchester, Manchester University Press, 1996.

unien, mais qu'elles trouvaient des adeptes dans toutes les régions, dans tous les groupes sociaux ou nationaux, et dans tous les secteurs de l'économie. C'est bien sûr le cas dans l'agriculture où, à partir des années 1910-1920, des milliers, puis des millions de paysans travaillent quotidiennement avec des coopératives de production ou de commercialisation, mais on trouve également ces organisations présentes dans des secteurs aussi divers que la distribution d'électricité, le crédit ou sur les réseaux téléphoniques.

En outre, les coopératives sont au cœur de projets politiques d'ampleur entre les années 1870 et 1930, se définissant comme un horizon pour de nombreux réformateurs, informant leur perception de l'économie et de la démocratie. La coopération, occupe en effet une place centrale dans les programmes d'organisations de masse comme les Granges ou les Knights of Labor qui luttent contre les conséquences de l'industrialisation dans les années 1870-1880¹⁴. Elle est indissociable de la révolte populiste de la décennie suivante¹⁵. Mais on la retrouve également mobilisée par les réformateurs progressistes du tournant du xx^e siècle en tant que solution à la crise rurale¹⁶. Elle est l'un des principaux outils de politiques agricoles dans les années 1920, et elle est sollicitée de nouveau, de manière encore plus remarquable et diverse, dans les programmes du New Deal, face à la Grande Dépression. Des années 1870 aux années 1930, des milliers de paysans et d'ouvriers font le choix de la structure coopérative pour défendre leurs intérêts, contourner les intermédiaires, peser davantage dans les négociations commerciales ou améliorer leurs conditions de travail.

Les coopératives apparaissent de manière sporadique dans de nombreux ouvrages qui étudient ces périodes et mouvements de réforme. Mais il est rare qu'un traitement spécifique leur soit réservé, et lorsque c'est le cas ce traitement est restreint à un contexte et à une époque délimités, ce qui contribue à masquer la permanence de la solution coopérative dans les expériences et les projets de réforme états-uniens entre les années 1870 et 1930¹⁷. Ce livre s'attache au contraire à retracer ces continuités pour

14. Les Granges sont une organisation agraire, surtout présente dans le Midwest et le Sud, créée en 1867, qui devient rapidement très importante, et décline à partir du milieu des années 1880. Les Knights of Labor sont l'une des premières organisations ouvrières nationales aux États-Unis. Créée en 1869, le syndicat rassemble, sur une base locale, tous ceux qui se définissent comme des « producteurs ». Son influence est significative dans les années 1870 et 1880.

15. Le populisme est un mouvement de révolte agraire, surtout présent dans le Sud et l'Ouest, qui se mue en parti politique dans les années 1890. Réclamant des mesures radicales comme la nationalisation des chemins de fer ou une réforme profonde du système monétaire, le mouvement rencontre rapidement des succès électoraux, puis s'allie au Parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1896. L'échec à cette élection précipite son déclin.

16. L'ère progressiste désigne une période de l'histoire des États-Unis, des années 1890 aux années 1920, qui se caractérise par la multiplication de mouvements de réforme à tous les échelons de gouvernement, visant en particulier l'amélioration des conditions de vie dans les villes, la lutte contre la corruption des partis politiques et des grandes entreprises ou encore l'interdiction du travail des enfants.

17. Parmi les ouvrages qui réservent une place aux coopératives dans les mouvements sociaux et politiques qu'ils étudient, voir Charles POSTEL, *The Populist Vision*, Oxford, Oxford University Press, 2007 ; Daniel T. RODGERS, *Atlantic Crossings: Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Belknap Harvard University Press, 1998 ; Paul Keith CONKIN, *Tomorrow a New World: the New Deal Community Program*, Ithaca, Cornell University Press, 1959. Mais ces travaux ne restituent pas le fil réformateur de la coopération, donnant l'impression que les coopératives sont uniquement présentes dans le contexte particulier qu'ils étudient.

mettre au jour l'existence d'un *moment coopératif* dans l'histoire des États-Unis au cours des décennies 1870-1930.

À rebours des analyses qui font des coopératives des archaïsmes déconnectés des évolutions de leur temps, je veux montrer ici qu'elles témoignent au contraire de tentatives sophistiquées et originales de participer aux changements économiques, politiques et sociaux en cours aux États-Unis, du *Gilded Age* aux années 1930¹⁸. Mais comment caractériser cette participation ? Les coopérateurs contribuent-ils de manière originale aux mobilisations contre les monopoles, aux transformations de l'agriculture, à l'essor du consumérisme ou à la lutte contre la Grande Dépression ? Si les coopératives prennent pleinement part à ces dynamiques, fournissent-elles un modèle d'économie politique alternatif au capitalisme ? Leurs membres parviennent-ils à construire un « mouvement » à même de promouvoir la démocratie au sein des entreprises comme semblaient l'espérer les militants d'*Occupy Wall Street* ?

Le Wisconsin comme observatoire

Le choix du Wisconsin, État des Grands Lacs états-uniens, comme terrain d'étude a au départ été déterminé par l'abondance d'archives disponibles. Celle-ci n'est pas due au hasard de la conservation, mais au fait que l'on se trouve dans le centre coopératif des États-Unis : les mouvements agraires et syndicaux de la fin du XIX^e siècle qui promeuvent la coopération y sont puissants, et, dans les premières décennies du XX^e siècle, le Wisconsin est l'un des États qui réunit le plus de coopératives agricoles et de consommation¹⁹. La surreprésentation de ces entreprises dans l'État peut être attribuée à plusieurs facteurs, sur lesquels je reviendrai dans le corps de l'ouvrage : la puissance des mouvements sociaux qui soutiennent les coopératives ; la présence d'une importante population immigrée, en particulier en provenance d'Europe du Nord ; la domination de la production laitière, propice au développement de la coopération ; et enfin, l'action de gouvernements progressistes particulièrement interventionnistes, surtout à partir des années 1910²⁰.

18. On nomme *Gilded Age* dans l'histoire des États-Unis, les années 1870-1890, reprenant le titre d'un roman de Mark Twain et Charles Dudley Warner publié en 1873, traduit par « l'âge du Toc ». Il s'agit de la période de la deuxième révolution industrielle, se caractérisant par une croissance importante de l'économie états-unienne, mais aussi de nombreuses crises, financières et politiques. Le *Gilded Age* est également une époque d'inégalités grandissantes qui suscitent des réactions très virulentes de la part des ouvriers et des paysans, luttant en particulier contre le pouvoir des grandes entreprises et des monopoles.

19. En 1939 le Wisconsin rassemble à lui seul 9 % des coopératives agricoles des États-Unis, devancé par le seul Minnesota voisin, Ralph Henry ELSWORTH et Grace WANSTALL, *Farmers' Marketing and Purchasing Cooperatives, 1863-1939*, Washington D. C., Farm Credit Administration, 1941, p. 6. Dans l'entre-deux-guerres, 60 % des coopératives de consommation se trouvent dans les États qui bordent les Grands Lacs, Clarke A. CHAMBERS, « The Cooperative League of the United States of America, 1916-1961: A Study of Social Theory and Social Action », *Agricultural History*, n° 36-2, 1962, p. 63.

20. Dale E. TRELEVEN, « Agricultural Cooperation in Wisconsin », in Tom MCKAY et Deborah E. KMETZ (dir.), *Agricultural Diversity in Wisconsin: a Catalog to Accompany the Cooperative Exhibit Culture and Agriculture*, Madison, State Historical Society of Wisconsin, 1987, p. 72-81 ; sur le progressisme dans le Wisconsin, John Milton COOPER, « Why Wisconsin? The Badger State in the Progressive Era », *The Wisconsin Magazine of*

Ces traits qui singularisent le Wisconsin empêchent de généraliser les conclusions de son étude à tous les États-Unis. Cependant, ce livre ne se présente pas comme une monographie sans autre ambition que de contribuer à l'histoire locale de l'État. En effet, si les coopérateurs du Wisconsin se trouvent dans des circonstances particulières, ils ne sont pas isolés. Leurs expériences servent de modèles ; ils s'appuient fréquemment sur celles de leurs voisins, mais aussi sur des références internationales, en particulier européennes. Au-delà des comparaisons, il faut compter avec les circulations effectives, des personnes, des modèles et des organisations. Le cas du Wisconsin s'insère donc dans un jeu à plusieurs échelles, et cet ouvrage s'efforce de ne pas le considérer isolément. Au contraire, en faisant jouer ces différentes dimensions, je tâche de présenter cette histoire non comme un cas unique, mais comme une sorte de miroir grossissant des évolutions également à l'œuvre ailleurs.

L'histoire des entreprises comme histoire politique

La deuxième ambition de ce livre dépasse la seule histoire des États-Unis. En retraçant l'histoire des coopératives dans le Wisconsin entre les années 1870 et 1930, j'entends plaider pour un type particulier d'histoire, qui mêle indissociablement entreprises et politique.

Dans les différents chapitres du livre, je m'efforce en effet de traiter les coopératives comme des entreprises. La première conséquence en est que j'étudie autant que possible *ensemble* les différents types de coopératives. Sans prétendre à l'exhaustivité, j'ai rassemblé coopératives agricoles et coopératives de consommation, plus ponctuellement coopératives ouvrières, afin de comprendre comment se définit une *entreprise coopérative*. L'un des objectifs qui traversent l'ouvrage est de saisir à partir de quand, et jusqu'où, les coopératives, dans ces différents secteurs, sont considérées comme des entreprises en bonne et due forme.

Au point de départ de l'étude, dans les années 1870, ce sont des organisations encore peu connues, qui ne bénéficient pas d'un statut juridique spécifique et qui fonctionnent souvent dans un cadre informel, communautaire ou militant. Au cours de la période, les coopératives passent par un processus d'institutionnalisation, qui les arriment plus fermement à la sphère des entreprises. Mais dans les années 1930, alors qu'elles sont à leur apogée, elles sont au cœur des mouvements de révolte pendant la Grande Dépression, et semblent alors déborder le strict cadre assigné aux entreprises. En étudiant ces évolutions, il s'agit d'interroger les frontières de l'entreprise et d'en montrer la porosité²¹.

Le choix de traiter les coopératives comme des entreprises vise également à restituer la position des coopérateurs vis-à-vis des autres organisations économiques. Aux différentes étapes de l'institutionnalisation des coopératives, leurs membres tendent en

History, n° 87-3, 2004, p. 14-25 ; Eric E. LAMPARD, *The Rise of the Dairy Industry in Wisconsin; a Study in Agricultural Change, 1820-1920*, Madison, State Historical Society of Wisconsin, 1963.

21. Michèle SABOLY, Ludovic CAILLUET et Frédérique DEJEAN, « Gérer les frontières de l'entreprise », *Entreprises et histoire*, n° 39-2, 2005, p. 5-7.

effet à se définir *par rapport* aux formes plus traditionnelles de l'entreprise, pour s'en distinguer mais aussi parfois pour les imiter. Comprendre le lien qu'entretiennent les coopérateurs avec les compagnies de chemin de fer, les grandes chaînes de magasins ou les industriels du lait permet de saisir les choix qu'ils font, en termes de démocratie interne, de centralisation de leurs activités, ou de relations avec les syndicats d'employés, et donc de déterminer *quel type* d'entreprises ils bâtissent.

Considérer les coopératives comme des entreprises ne signifie pas les traiter au sein d'une sphère économique complètement autonome. Au contraire, je défends la nécessité d'une *étude politique de ces entreprises*. Ce faisant, je m'inscris dans l'évolution récente de la *business history* états-unienne, qui a cherché à prendre ses distances avec une analyse souvent internaliste des firmes, encore largement dominante, sous l'influence tutélaire des travaux d'Alfred Chandler²². Au sein de la discipline, et plus fréquemment encore chez les chercheurs en science politique, se sont faits entendre des appels pour considérer les entreprises non comme des organismes isolés évoluant au sein d'une sphère économique bien étanche, mais comme des institutions sociales, ouvertes à une multitude d'influences, et plus encore comme des objets politiques²³. Mon analyse se place également, dans une certaine mesure, dans le sillage des travaux de la Nouvelle histoire du capitalisme états-unien, qui œuvre depuis les années 2010 à articuler les acquis de plusieurs de champs de recherche, en particulier l'histoire des entreprises, l'histoire du travail et l'histoire politique²⁴. Je puise enfin à des sources plus anciennes, notamment aux travaux des premiers institutionnalistes états-uniens au début du xx^e siècle, pour qui les entreprises étaient par définition des espaces de confrontation entre différents groupes sociaux et systèmes de valeurs²⁵. C'est par exemple le cas de John R. Commons qui, dans les années 1930, pense les entreprises comme des « actions collectives organisées » résultant d'un compromis, de la détermination d'un équilibre momentané entre différentes forces, dont la société, par l'intermédiaire de l'État, décide de reconnaître l'importance relative²⁶.

Si l'on suit cette définition de l'entreprise, les coopératives apparaissent porteuses d'un équilibre original, différent à la fois de celui des anciennes compagnies à charte de la première moitié du xix^e siècle et de celui des grandes entreprises industrielles

22. Philip SCRANTON et Patrick FRIDENSON, *Reimagining Business History*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2013.

23. Pour des appels à une théorisation politique de l'entreprise, David CIEPLEY, « Beyond Public and Private: Toward a Political Theory of the Corporation », *American Political Science Review*, n° 107-1, 2013, p. 139-158; Isabelle FERRERAS, *Firms as Political Entities: Saving Democracy through Economic Bicameralism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017; Alexia BLIN, « L'entreprise, un objet d'histoire politique? Propositions et questionnements à partir du cas des États-Unis », *Histoire@Politique*, n° 39, 2020.

24. Sven BECKERT, « History of American Capitalism », in Eric FONER et Lisa MCGIRR (dir.), *American History Now*, Philadelphia, Temple University Press, 2011, p. 314-335. Si le champ est l'objet de nombreuses critiques, en particulier à cause d'un refus de se confronter à des questions théoriques, il a tout de même produit des travaux importants ces dernières années.

25. Voir notamment Thorstein VEBLEN, *The Theory of Business Enterprise*, New York, A. M. Kelley, 1965 (1904).

26. John Rogers COMMONS, édition présentée par Bruno THÉRET, Jean-Jacques GISLAIN et André TIRAN, *L'Économie institutionnelle. Sa place dans l'économie politique*, Paris, Classiques Garnier, 2024 (1934); Laure BAZZOLI et Véronique DUTRAIVE, « L'entreprise comme organisation et comme institution, un regard à partir de l'institutionnalisme de J. R. Commons », *Économie et institutions*, n° 1, 2002, p. 5-46.

de la fin du siècle. Entre les années 1870 et 1930, elles offrent la possibilité d'une articulation spécifique entre pratiques démocratiques et évolutions du capitalisme. On touche là à une question qui occupe beaucoup les Américains du *Gilded Age* et des premières décennies du *xx^e* siècle : comment imaginer des institutions démocratiques dans le contexte d'une économie capitaliste de plus en plus puissante ? La question de la permanence des opportunités économiques, ou de l'alignement des droits économiques sur les droits politiques, inquiète de nombreux Américains qui voient dans la grande entreprise en évolution une menace plutôt qu'une solution à ce problème²⁷. Le livre s'attache à montrer qu'entre les années 1870 et les années 1930 les coopératives sont considérées comme une forme de résolution possible aux tensions entre la démocratie et le capitalisme aux États-Unis, et que les compromis qu'elles offrent à cette période méritent d'être davantage étudiés.

Les différents chapitres de l'ouvrage, en abordant chacun un aspect de l'histoire des coopératives, cherchent tous à éclairer leur dimension politique du *Gilded Age* à la Grande Dépression, et plus généralement à montrer comment on peut faire l'histoire politique des entreprises. Dans l'analyse, je prends en compte d'une part le rapport à la politique formelle, la participation à la compétition pour les positions de pouvoir, et, d'autre part, le rôle des processus plus informels, qui se jouent en dehors de l'ordre politique partisan, que certains ont nommé « l'infra-politique », la politique « autrement », ou « par le bas²⁸ ».

Les questionnements qui traversent le livre suivent trois fils rouges. Le premier concerne l'étude des coopératives comme des *espaces politiques*. J'étudie la manière dont les membres de ces entreprises décident d'organiser en leur sein les rapports entre différents groupes et de définir un équilibre entre leurs intérêts. À l'heure où les entreprises traditionnelles donnent de plus en plus de poids aux gros actionnaires et aux managers, et où sont redéfinis les droits des travailleurs, comment les Américains qui ont recours aux coopératives organisent-ils le pouvoir et le poids de chacun au sein de leurs organisations ?

Le deuxième fil suit les coopératives comme *outils de mobilisation* pour leurs membres face à d'autres acteurs économiques ou politiques, plus ou moins puissants. Les coopératives du Wisconsin s'institutionnalisent dans le contexte de la deuxième révolution industrielle, à l'heure où, pour peser dans le nouveau système économique, il apparaît nécessaire de s'organiser²⁹. Les paysans et les ouvriers, les producteurs et les consommateurs qui choisissent cette forme d'entreprise le font souvent pour compter dans un rapport de force, pour négocier collectivement, pour définir leurs propres règles du jeu.

27. Sur cette tension, Alice KESSLER-HARRIS, « Capitalism, Democracy, and the Emancipation of Belief », *The Journal of American History*, n° 99-3, 2012, p. 725-740 ; Naomi R. LAMOREAUX et William J. NOVAK (dir.), *Corporations and American Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2017.

28. Michel OFFERLÉ et Laurent LE GALL, « La politique informelle entre incertitudes et inconstances », in Michel OFFERLÉ, Laurent LE GALL et François PLOUX (dir.), *La politique sans en avoir l'air : aspects de la politique informelle XIX^e-XXI^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 7-21 ; Lionel ARNAUD et Christine GUIONNET (dir.), *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

29. Samuel HAYS, *The Response to Industrialism, 1885-1914*, Chicago, University of Chicago Press, 1957.

La création de leurs organisations se produit fréquemment à l'occasion de conflits, plus ou moins ouverts ou violents.

Enfin, la dernière série de questions concerne le *rapport entre les coopératives et les politiques publiques*. Dès les années 1870, certains défenseurs de ces entreprises s'engagent directement dans la politique partisane et se mobilisent en faveur de lois particulières. Mais, ce lien peut être plus étroit encore, lorsque leurs organisations sont mobilisées par la puissance publique pour mettre en œuvre des programmes particuliers, surtout à partir des années 1910. Comment et pourquoi les coopératives deviennent-elles progressivement, à l'échelle fédérée et fédérale, des outils de politiques publiques ? Et quelles sont les conséquences pour le caractère démocratique de ces organisations ?

En suivant ces trois fils rouges, je cherche donc à rendre sa profondeur historique au mot d'ordre des manifestants d'*Occupy Wall Street*, en montrant qu'ils n'étaient pas les premiers dans l'histoire des États-Unis à puiser aux sources coopératives pour tenter de faire rentrer la démocratie dans le cœur du capitalisme.



Comtés et principales villes du Wisconsin.

Source : *Maps and Atlases*, Wisconsin Historical Society, 2008.